

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 4470 JEUDI 23 MARS 2023

VILLE DE KINSHASA

Les gros camions interdits de circuler pendant la journée

A travers une décision prise le 21 mars, le gouvernement provincial de Kinshasa a interdit la circulation des gros camions, remorques et d'autres gros engins pendant la journée. La décision de l'exécutif

provincial vise à lutter contre les embouteillages monstres constatés depuis un certain temps sur les artères de la capitale congolaise.

Page 3



Les camions-remorques perturbent le trafic routier à Kinshasa

SITUATION SÉCURITAIRE ET HUMANITAIRE À L'EST

Les «Leaders pour la paix» scrutent les possibilités d'intervention



Jean-Pierre Raffarin, le chef de la délégation

Le président Félix Tshisekedi a reçu, le 21 mars, à la Cité de l'Union africaine, une délégation des « Leaders pour la paix » conduite par Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre français. La délégation ap-

pelle à une mobilisation de la communauté internationale afin de mettre un terme aux atrocités et souffrances que subit le peuple congolais à travers la guerre qui sévit à l'est du pays.

Page 3

HOMMAGES DE L'INA À DAMIEN PWONO

Une cérémonie académique émouvante



L'Inas rendant hommage avec l'orchestre de chambre de l'INA/Adiac

Les nombreux témoignages rendus à la mémoire du pianiste et ethnomusicologue Damien Pwono, dont celui de Ray Lema, ont évoqué sa passion de l'art. La salle a frémi en entendant le préfet des études de l'Institut

des arts et des spectacles exposer le projet du disparu de renforcer l'enseignement à la base avec la mise sur pied du niveau primaire et d'une école maternelle.

Page 5

SEPTIÈME ART

Le cinéma congolais s'invite à Wallonie-Bruxelles

Ce mois de mars, la part belle est accordée aux réalisatrices kinoises Emmanuelle Kanyebe, Francine Mwika, Déborah Basa et Machérie Ekwa dont les films, courts et longs métrages, sont à l'affiche les soirées des 22 et 23 mars au centre culturel belge. Il s'agit des productions locales tournées à Kinshasa qui traduisent la vitalité des jeunes cinéastes qui se battent ensemble pour l'émergence du cinéma congolais.

Page 6

ÉDITORIAL

Imiter

Le parcours sans accroc du Sénégal dans les différentes phases finales des Coupes d'Afrique des nations mais aussi l'exploit réalisé par le Maroc à la Coupe du monde Qatar 2022 sont des signaux envoyés aux sélections qui accusent des faiblesses dans les compétitions de grande envergure. Le retour aux fondamentaux par la multiplication des académies de football s'impose aujourd'hui comme une solution, notamment au Congo pour retrouver sa crédibilité.

Le plus souvent dans le domaine sportif, les résultats reviennent à ceux qui investissent dans la formation des jeunes. Ainsi, la création des centres de football devient le canal par lequel passent certains pays pour assurer leur progression. La suprématie du Sénégal repose, en effet, sur cette politique qui consiste à former pour placer le vivier de jeunes footballeurs prometteurs dans des grands clubs européens afin que les sélections nationales en tirent énormément profit.

Paradoxalement, cette voie de l'exemplarité qui a donné d'excellents résultats dans notre pays avec la création, en 2005, du Centre national de formation de football (CNFF), a été brutalement abandonnée. Le CNFF est devenu l'ombre de lui-même et les joueurs formés grâce à l'expertise de l'AJ Auxerre sont en fin de cycle. Les autres structures privées qui semblaient combler le déficit ne produisent plus faute de soutien et de moyens.

Le Congo devra tirer les leçons de cet échec. Pour inverser la tendance en matière de formation, il importe de signer des partenariats avec d'autres clubs européens en vue de revaloriser le CNFF tout en appuyant les initiatives privées. Cette option conjuguée avec le talent des jeunes congolais fera en sorte que les sélections congolaises retrouvent enfin leurs vraies identités des Diables rouges. Alors, imitons !

Le Courier de Kinshasa

MINES

Cobalt Institute pour un partenariat gagnant-gagnant avec la RDC

L'importance d'un engagement franc et honnête avec tous les acteurs du secteur du cobalt a été au centre des entretiens, le 22 mars, à Kinshasa entre le vice-ministre des Mines, Godard Motemona, et la délégation de Cobalt Institute.



Les délégués de Cobalt Institute avec le vice-ministre des Mines, Godard Motemona

La cheffe de la délégation de Cobalt Institute, Marina Demidova, a indiqué que les échanges visaient un partenariat gagnant-gagnant entre la République démocratique du Congo (RDC) et les partenaires de la chaîne du cobalt pour la stabilité dans ce secteur. «Nos échanges ont porté sur l'engagement des acteurs intervenant dans la chaîne de cobalt en vue

d'aboutir à un partenariat gagnant-gagnant avec le gouvernement à travers le ministère des Mines sous la facilitation de Cobalt Institute», a-t-elle déclaré, ajoutant: «C'est dans l'optique de faire en sorte que le métal de la République Démocratique du Congo puisse bénéficier aux Congolais». Le vice-ministre des Mines, Godard Motemona, a assuré

ses hôtes de la volonté du gouvernement, à travers le ministère des Mines, à s'engager dans cette logique pour que les minerais de la RDC bénéficient aux Congolais. Notons que Cobalt Institute a invité la ministre des Mines, Antoinette N'Samba Kalambayi, à prendre part au congrès qui se tiendra en mai à Istanbul en Turquie.

Blandine Lusimana

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chef de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédaction en chef délégué : Quentin Loubou Durly Emilia Gankama (chef de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba

Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint : Elvy Bombete
Coordonnateur : Rachyd Badila

Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

CIRCULATION ROUTIÈRE

Les gros camions interdits de circuler pendant la journée

Le gouvernement provincial de Kinshasa a interdit, à travers une décision prise le 21 mars, la circulation des gros camions, remorques et d'autres gros engins pendant la journée.

L'Hôtel de ville motive sa décision par la volonté de lutter contre les embouteillages monstres constatés ces derniers temps. « Il s'observe, depuis quelque temps, des embouteillages monstres sur les artères de la capitale dus notamment au non-respect de la réglementation en vigueur par des conducteurs toutes catégories confondues de gros camions remorqueurs et autres engins roulants, perturbant ainsi le trafic urbain », a fait constater le gouvernement provincial de Kinshasa. À cet effet, a-t-il poursuivi dans le communiqué signé conjointement par le ministre provincial chargé de l'Intérieur, Sécurité et Justice et celui des Transports et Voies de communication, « pour pallier cette situation, nous rappelons à tout conducteur les dispositions de l'arrêté n° SC/090/CAB/GVK/GNM/HMM/2021 du 14 avril 2021 portant modification de l'arrêté n° 0094/BGV/MIN/TJSL/DMN/PLS/2014 du 19 mai 2014 portant réglementation re-



Un embouteillage à Kinshasa/DR

lative à la circulation des véhicules de vingt tonnes et plus dans la ville de Kinshasa ».

Respect strict des heures de circulation

Le gouvernement provincial a, par ailleurs, appelé les conducteurs au respect des heures de circulation pour les gros engins et autres remorques. Il s'agit de la tranche horaire allant de 21h à 5h du matin, mais également de l'interdiction de toute pratique

qui consiste à abandonner les véhicules sur la chaussée pendant des longues heures sous quelque prétexte que ce soit. Pour faire respecter cette décision, l'Hôtel de ville de Kinshasa promet un suivi de ses services et de la police. « Ainsi, à dater de ce jour, des équipes mixtes du gouvernement provincial ainsi que de la police nationale congolaise seront déployées pour veiller à la stricte observance de ces mesures. Tout contrevenant s'expose-

« pour pallier cette situation, nous rappelons à tout conducteur les dispositions de l'arrêté n° SC/090/CAB/GVK/GNM/HMM/2021 du 14 avril 2021 portant modification de l'arrêté n° 0094/BGV/MIN/TJSL/DMN/PLS/2014 du 19 mai 2014 portant réglementation relative à la circulation des véhicules de vingt tonnes et plus dans la ville de Kinshasa »



Le communiqué du gouvernement provincial/DR

ra à des amendes transactionnelles », a-t-il prévenu. A en croire le communiqué, les véhicules de vingt tonnes et plus appartenant aux services publics de la Défense nationale et de la sécurité du territoire ainsi que ceux affectés aux travaux publics ne sont pas concernés par ces mesures. Aussi, le gouvernement provincial signale que les conduc-

teurs des sociétés brassicoles, pétrolières et toute autre entreprise œuvrant dans le secteur de l'alimentation commis à des livraisons pendant la journée devront requérir une dérogation spéciale signée conjointement par le ministre provincial chargé de l'Intérieur, Sécurité et Justice et celui des Transports et Voies de communication.

Lucien Dianzenza

SITUATION SÉCURITAIRE ET HUMANITAIRE À L'EST

Des «Leaders pour la paix» scrutent les possibilités d'intervention

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a reçu le 21 mars, à la Cité de l'Union africaine, une délégation des « Leaders pour la paix » conduite par Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre français, rapporte la cellule de communication du chef de l'État.

Les échanges entre le chef de l'État et la délégation des Leaders pour la paix ont tourné autour de la situation sécuritaire et humanitaire difficile dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), en raison de l'agression rwandaise contre le pays. Jean-Pierre Raffarin, accompagné de l'ancien Premier ministre de la Guinée Conakry, Kabiné Komara, a déclaré à la presse que la délégation des Leaders de la paix est une fondation qui rassemble une quarantaine de personnalités d'expérience dont des anciens Premiers ministres et ministres. Ceux-ci, a-t-il expliqué, œuvrent pour la promotion de la paix, en faisant un tra-



Jean-Pierre Raffarin, le chef de la délégation

vail sur le terrain pour identifier les meilleurs chemins. Au cours de cette rencontre avec le président Félix Tshisekedi, l'ancien Premier ministre français a indiqué qu'ils ont fait un tour d'horizon de la situation sécuritaire en RDC, avec cette « guerre extrêmement meurtrière » qui touche l'ensemble du monde entier sur le plan humanitaire, une population déplacée, des femmes violées et des enfants déracinés. Le chef de l'État et la délégation des Leaders de la paix ont aussi évoqué les questions des forces internes de la RDC en vue de faire face à cette situation car, selon Jean-Pierre Raffarin, le rapport des forces est très im-

portant, surtout que bientôt il y aura des élections. Pour lui, il faut qu'il y ait une mobilisation de la communauté internationale afin de mettre un terme à toutes les atrocités et souffrances que subit le peuple congolais. Kabiné Komara, pour sa part, a déclaré que les membres de la délégation ont été impressionnés par la volonté du président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo de mobiliser toutes les forces régionales et internationales en vue de ramener la paix dans l'est de la RDC. Bruno Aubert, ambassadeur de France en RDC, et le Pr Serge Tshibangu, haut représentant du chef de l'État, ont assisté à cette audience.

Alain Diasso

ÉDUCATION DES FILLES

34 millions d'euros octroyés à la RDC

L'enveloppe allouée par le Forum mondial de l'éducation au ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST) est destinée à faciliter l'accès des filles à l'éducation.



Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique, Tony Mwaba /DR

L'octroi des 34 millions d'euros à la République démocratique du Congo (RDC) est le résultat de plusieurs lobbyings menés par le ministre de l'EPST, le Pr Tony Mwaba, en mai dernier. Ce projet qui cible toutes les filles des vingt-six provinces du pays a été lancé dernièrement dans la ville de Tshikapa, chef-lieu de la province du Kasai, par le ministre britannique du Développement et de l'Afrique, Andrew Mitchell. A en croire le directeur-chef de service de la Direction de gestion de la

Placé sur le thème «*Éducation : construire un avenir plus fort, plus audacieux et meilleur*», le forum de mai 2022 s'était concentré sur la manière d'utiliser la technologie, l'intelligence artificielle et l'expérience pour renforcer les systèmes éducatifs et les économies du monde entier. La participation du ministre de l'EPST, le Pr Tony Mwaba, à ce forum mondial de Londres consistait à trouver des solutions à l'amélioration des conditions d'études des élèves congolais, en vue

«*ce projet est une lueur d'espoir pour la scolarisation des filles, entendue comme un puissant levier de développement*». Placé sur le thème «*Éducation : construire un avenir plus fort, plus audacieux et meilleur*»,

communication de l'EPST, Jean-Jeef Mwanza, «*ce projet est une lueur d'espoir pour la scolarisation des filles, entendue comme un puissant levier de développement*».

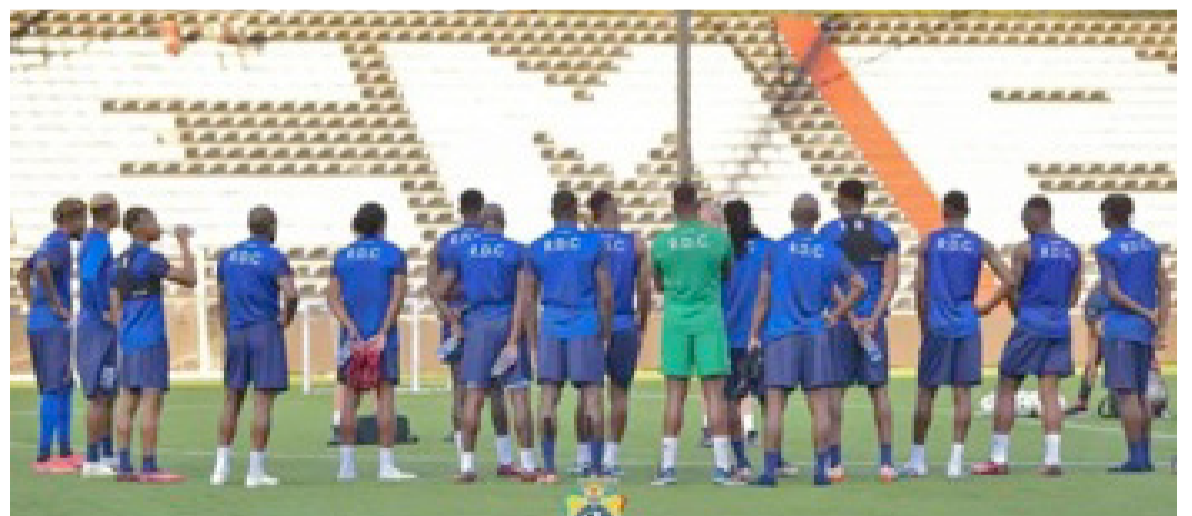
de la pérennisation et de la consolidation de la gratuité de l'enseignement primaire prônée par le chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Blandine Lusimana

CAN 2024

La RDC prête à affronter la Mauritanie

Tous les joueurs retenus par le sélectionneur Sébastien Desabre ont rejoint Lubumbashi en vue des matches des 3e et 4e journées des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) Côte d'Ivoire 2014.



Les Léopards ont entamé la préparation du match contre les Mourabitounes de la Mauritanie

Les Léopards de la République Démocratique du Congo (RDC) ont amorcé leur rassemblement, le 20 mars, à Lubumbashi, en vue de la double confrontation face aux Mourabitounes de la Mauritanie. La majorité des joueurs a rejoint la tanière à Lubumbashi, notamment seize. Les premières séances d'entraînement ont eu lieu le 20 mars dans l'optique de rechercher une certaine cohésion d'autant plus qu'il y a beaucoup de nou-

veaux venus dans la sélection. Les joueurs présents à Lubumbashi sont donc Mukoko Amale, Arsène Zola, Gaëtan Laura, Silas Katompa, Aldo Kalulu, William Balikwisha, Jackson Muleka, Gael Kakuta, Glody Lilepo, Merveille Bope, Samuel Moutoussamy, Yoane Wissa, Artur Masuaku, Lionel Mpsi, Jordan Ikoko, Aaron Tshibola, Siadi Baggio. Cédric Bakambu Chancel Mbemba, Fiston Mayeye, Joël Kiassumbua, Vital Nsimba,

Inonga Baka, Arnaud Lusamba, Elia Meschak, Théo Bongonda, Akolo Chadrack et Michée Mika ont rejoint le groupe le mardi. Les Léopards sont dans l'obligation de remporter les deux matches pour se relancer, après les deux premières journées catastrophiques, battus à Kinshasa par les Panthères du Gabon et à Khartoum par les Crocodiles du Nil du Soudan sous du précédent sélectionneur Hector Couper.

Martin Engimo

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente
Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.

Un Espace culturel pour vos Manifestations
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Émissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Gusso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:
Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)

HOMMAGES DE L'INA À DAMIEN PWONO

Une cérémonie académique émouvante

Les nombreux témoignages rendus à la mémoire du pianiste et ethnomusicologue Damien Pwono, dont celui de Ray Lema, ont évoqué sa passion de l'art. La salle a frémi en entendant le préfet des études de l'Institut des arts et des spectacles (Inas) dire le projet du disparu de renforcer l'enseignement à la base avec la mise sur pied du niveau primaire et d'une école maternelle.

Dans la foulée des hommages rendus au feu directeur général Damien Pwono, le plus saisissant a été le passage du préfet de l'école d'application rattachée à l'INA et l'Inas. En effet, une clameur s'est fait entendre dans toute la salle lorsque Félicien Lukuni a affirmé : « Il voulait revaloriser l'Inas en l'enrichissant d'un niveau du primaire doublé d'une école maternelle ». Le défunt poursuivit cette confiance lui expliquant : « Ainsi, j'aimerais, dès la maternelle, en passant par le primaire, affiner le goût et la vocation artistique dans le cœur des petits pour espérer en faire de futurs génies au cours de leur carrière artistique ».

Pour sa part, Ray Lema a témoigné dans une vidéo qu'à la suite d'un échange avec Damien Pwono, ils s'étaient tous deux découverts « deux passions communes ». La première étant l'art d'Orphée, il a expliqué : « La musique, il avait une manière d'en parler qui m'a ravi et me l'a fait respecter ». Ensuite, il a continué : « L'autre passion, c'est l'enseignement. Il m'a longuement parlé de la mis-

« La musique, il avait une manière d'en parler qui m'a ravi et me l'a fait respecter ». Ensuite, il a continué : « L'autre passion, c'est l'enseignement. Il m'a longuement parlé de la mission dont l'avait chargé le gouvernement congolais. Une mission que je trouve passionnante et surtout vitale pour nous ».



Le ministre honoraire Raymond Tshimanda rendant hommage à Damien Pwono./Adiac

sion dont l'avait chargé le gouvernement congolais. Une mission que je trouve passionnante et surtout vitale pour nous ».

La passion de la culture et de l'art a souvent été citée comme le puissant leitmotiv de nombreux projets culturels initiés ou portés



L'Inas rendant hommage avec l'orchestre de chambre de l'INA./Adiac



Extrait d'une création théâtrale de l'Inas en hommage à Damien Pwono./DR

par l'ethnomusicologue. Le Pr Yoka a ajouté à cela le fait que « Damien Pwono a été et est une personnalité paradoxale, à la fois image incisive, au flegme indémontable et image d'Apollon à l'exubérance d'artiste ». Et qui plus est « avec, d'ailleurs, un sens élevé et loyal du devoir de mémoire et de reconnaissance ». Soulignant ici la cérémonie que le défunt avait organisée en son hommage, lui son prédécesseur, à sa prise de fonction en qualité de directeur général en mars de l'an dernier. Mais encore, on l'a entendu dire : « Damien Pwono a été et est une personne source et ressource. Surgissant dans l'histoire de l'INA, de la culture congolaise, africaine comme une providence ». Citant notamment « le secours apporté à l'INA pour booster le niveau du troisième

du clavier et homme de culture connu et respecté à travers le monde ». Mais aussi « un modèle de tempérance, d'humilité et de discrétion » qui « ne fatiguait pas l'auditoire de ses récits de hauts faits de guerre ».

Autrement que par les discours, l'INA et l'Inas ont par le chant et le théâtre exprimé leur attachement au directeur général qui avait en affection les élèves autant que les étudiants. En effet, il a été révélé qu'il avait comme commune pratique la prise en charge des études en payant de sa poche les frais scolaires ou universitaires de plusieurs d'entre eux démunis. Tout dernièrement, il s'était engagé à ajouter au lot déjà existant une dizaine d'élèves...

La biographie rendue par le chef de section

cycle en panne faute de professeurs qualifiés ». Ce, sans oublier son renfort à la commission scientifique et culturelle du XIV^e sommet de la Francophonie en 2012 tenu à Kinshasa.

Modèle de dimension universelle

Le ministre honoraire des Affaires étrangères, Raymond Tshibanda, a, quant à lui, évoqué une amitié de plus de cinquante ans née à Pittsburgh. Et, tenu son « frère » pour « un modèle de dimension universelle, un virtuose

musique à l'INA, Romain Malwengo, appuyée par le mot du secrétaire général Félicien Tshimungu, a permis à l'assistance de réaliser la grandeur de l'illustre personnage dont l'humilité a toujours frappé plus d'un. Ce dernier a conclu son allocution affirmant : « Immortel, le Pr Damien Pwono Mandondo l'est désormais pour l'INA », soutenant du reste que pour cette institution, « il a tant lutté, tant fait et tant donné ».

Nioni Masel

SEPTIÈME ART

Le cinéma congolais s'invite à Wallonie-Bruxelles

Ce mois de mars, la part belle est accordée aux réalisatrices kinoises Emmanuelle Kanyeba, Francine Mwika, Déborah Basa et Machérie Ekwa dont les films, courts et longs métrages, sont à l'affiche les soirées des 22 et 23 mars au centre culturel belge.

L'actuelle programmation du Centre Wallonie-Bruxelles (CWB) consacre deux soirées au cinéma congolais, tout spécialement aux fictions de quatre réalisatrices de Kinshasa. Les projections prévues à partir de 19 heures, d'entrée libre, mettent en avant les deux courts métrages, «Douze heures» et «Awa» à côté des deux longs métrages «Silence» et «Makila».

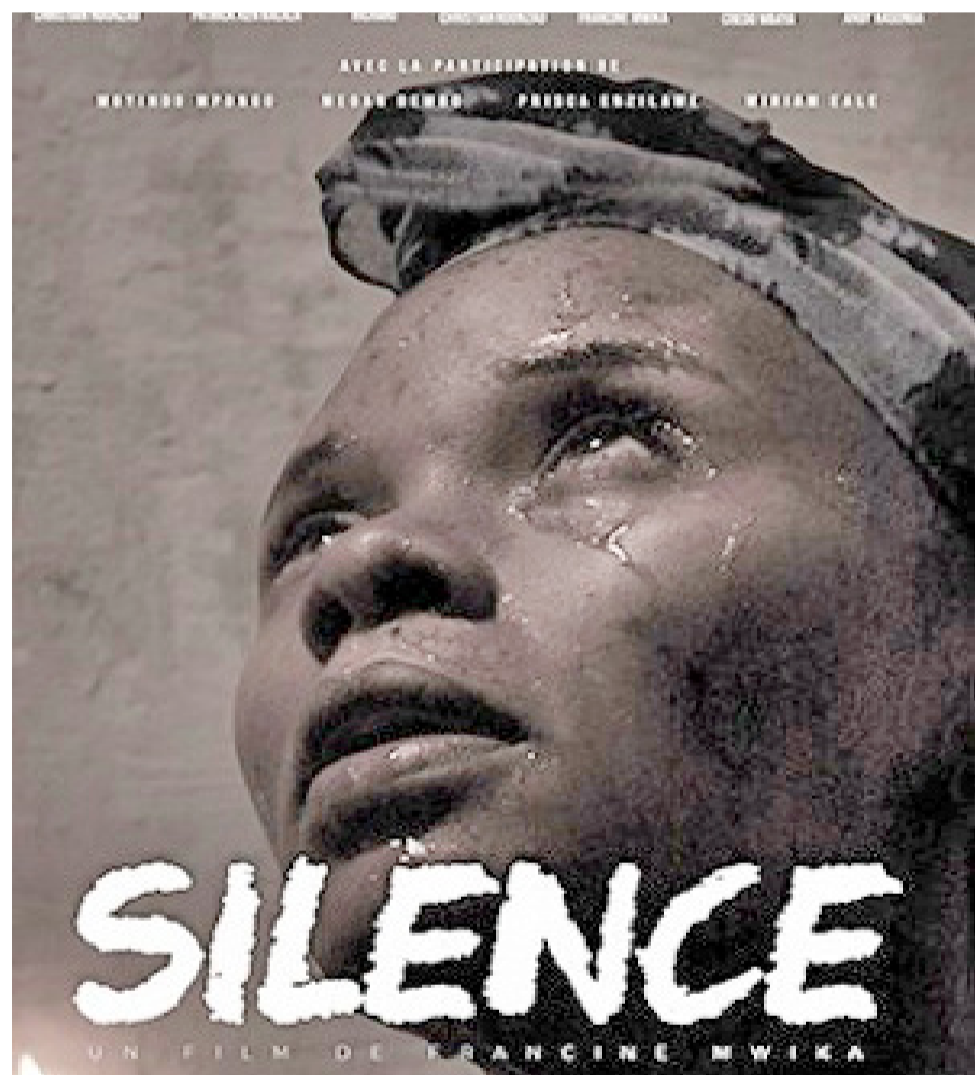
Honneur à la doyenne Emmanuelle Kanyeba dont le court métrage «Douze heures» va ouvrir le bal ce 22 mars. La fiction de 8 minutes évoque un drame familial que Grâce tente d'éviter, le décès de sa mère Geneviève redevable à ses employés. Un sursis est accordé à la fille de l'infortunée malade déjà à l'article de la mort. Grâce ne peut sauver sa génitrice que si elle parvient à honorer les dettes de cette dernière auprès de ses em-

ployés avant 12 heures...

Cette première soirée sera clôturée avec «Silence» de Francine Mwika. Le long métrage traite d'un sujet délicat qui communément passe pour un sujet tabou, l'inceste. Il s'agit de la tragédie de Tangi, victime de viol dans son enfance. Muette à la suite du trouble post-traumatique qu'elle développe depuis cette agression, elle se décide à briser le silence après la découverte que son violeur n'est autre que le mari de sa sœur. La première réalisatrice joue dans ce film sorti en 2020. Rendez-vous à la soirée pour découvrir lequel.

Maki'la, Ecran d'or 2018

Le 23 mars, le premier film «Awa» ou «Ici» en français, est programmé en milieu d'après-midi plutôt qu'en soirée, plus précisément à 15 heures. Déborah Basa livre un aperçu de Kinshasa by night. En effet, cette fiction de



«Silence» de Francine Mwika/DR



«Awa» de Déborah Basa/DR



«Maki'la» de Machérie Ekwa/DR

près d'une demi-heure 28 minutes raconte le quotidien de deux femmes battantes, Divine et sa mère. Sa scolarité, l'élève de 12 ans contribue à la prendre en charge en aidant sa mère à vendre des omelettes dans un marché nocturne. Mais tous les soirs ne se ressemblent pas... Francine Mwika, la précédente réalisatrice, campe le rôle de Pauline dans cette production de 2019. Soulignons ici qu'«Awa» est récipiendaire de plusieurs récompenses, notamment le Prix de la critique, 2020, à la 15e édition des Rencontres du film court Madagascar, Antananarivo, et le Prix Sudu connexion, 2020, sans oublier les quatre décernés en 2019 au sixième Festival international de cinéma de Kinshasa.

Cerise sur le gâteau, «Maki'la» de

Machérie Ekwa est programmé en clôture des soirées dédiées aux réalisatrices congolaises. La projection annoncée pour ce jeudi à 19 heures offre une totale immersion dans l'univers trouble des enfants des rues à travers la vie tumultueuse de l'effrontée Makila. Dans la rue depuis ses 13 ans, à 19 ans, la jeune femme mariée au caïd Mbingazor, délinquant albinos qui l'a initiée à la vie dans la rue, ou plutôt à y survivre, s'embarque dans toutes sortes de combines. Drogue, prostitution, petits larcins font partie de son quotidien. Mais à vivre si dangereusement, on se brûle les ailes... Le long métrage de Machérie a été primé à sa sortie à la Berlinale en 2018. Prix du jury aux JCC de Carthage, Tunis, il est aussi Ecran d'or du festival Ecrans noirs, le plus grand festival camerounais en cette même année 2018.

Les quatre films à voir absolument sont des productions locales tournées ici même à Kinshasa. Ils traduisent la vitalité de la jeune génération de cinéastes congolais qui se battent au quotidien pour faire vivre un art-passion qu'ils portent à bras-le-corps dans l'espoir de contribuer tous ensemble à son émergence. Dans ce combat, les femmes, quoique minoritaires, ne sont pas en reste et y croient fermement. Par ailleurs, notons que Machérie Ekwa a participé au Festival de Cannes en 2017. Elle y était invitée en qualité de jeune talent à la table ronde « Passer l'Afrique au détecteur de talent » initiée par l'Organisation internationale de la Francophonie.

JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU

L'ONU dénonce le « vampirique » de l'humanité

La première conférence de l'Organisation des Nations unies (ONU) sur l'eau s'est ouverte le 22 mars, à New York, aux Etats-Unis.

« L'humanité vampirique a brisé le cycle de l'eau, mettant en danger des milliards de personnes à travers la planète. Nous avons brisé le cycle de l'eau, détruit les écosystèmes et contaminé les eaux souterraines », a déclaré le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, à l'ouverture des trois journées de la conférence qui doit accueillir plus de 6 500 participants dont une centaine de ministres et une douzaine de chefs d'Etat et de gouvernement.

« Nous drainons l'humanité de sa substance vitale par la surconsommation vampirique et l'utilisation non durable que nous faisons de l'eau, et nous provoquons son évaporation en réchauffant la planète », a ajouté le patron de l'ONU, s'inquiétant de l'avenir « compromis » de l'eau, pourtant « la sève de l'humanité » et « un droit humain ».

Les participants, Etats, entreprises ou représentants de la

société civile, ont été appelés à prendre des engagements concrets. Mais déjà, certains observateurs doutent de leur portée et de la disponibilité des financements nécessaires pour les mettre en œuvre.

« La crise de l'eau est déjà suffisamment grave sans le changement climatique. Mais, avec notre monde qui se réchauffe rapidement, ça va être pire. Nous pouvons construire des sociétés et des économies résilientes si les gouvernements et les entreprises mettent rapidement en place des politiques, pratiques et investissements qui reconnaissent et restaurent la pleine valeur de rivières, lacs et zones humides en bonne santé », s'est inquiété Stuart Orr, de WWF.

« Les femmes et les filles sont affectées de façon disproportionnées. Des millions de filles ne sont pas à l'école parce qu'elles doivent aller chercher de l'eau »

Si les situations dramatiques sont légion dans de nombreux endroits de la planète, le rapport de l'ONU-Eau et de l'Unesco, publié le 21 mars, souligne le « risque imminent d'une crise mondiale de l'eau ».

Dans un monde où lors des quarante dernières années l'utilisation de l'eau douce a augmenté de près de 1% par an, le rapport de l'ONU-Eau met en premier lieu en avant les pénuries qui « tendent à se généraliser » et à s'aggraver avec l'impact du réchauffement, jusqu'à frapper prochainement même les régions aujourd'hui épargnées en Asie de l'Est ou en Amérique du Sud.

Le stress hydrique a atteint un niveau élevé

Ainsi, environ 10% de la po-

pulation mondiale vit dans un pays où le stress hydrique atteint un niveau élevé ou critique. Et selon le rapport des experts climat de l'ONU publié lundi, « environ la moitié de la population mondiale subit de graves pénuries d'eau pendant au moins une partie de l'année ».

« Les femmes et les filles sont affectées de façon disproportionnées. Des millions de filles ne sont pas à l'école parce qu'elles doivent aller chercher de l'eau », a insisté l'acteur Matt Damon, co-fondateur de l'ONG Water.org.

Selon le rapport, au moins deux milliards de personnes boivent de l'eau contaminée par des excréments, les exposant à des maladies mortelles, choléra, dysenterie, typhoïde ou polio. Sans oublier les pollutions par les produits pharmaceutiques, chimiques, pesticides, microplastiques ou nanomatériaux qui touchent aussi les écosystèmes d'eau douce.

Pour assurer l'accès de tous à l'eau potable d'ici à 2030, il faudrait multiplier les niveaux d'investissement actuels par trois au moins, estime l'ONU-Eau.

« Tout ce dont nous avons besoin pour vivre une vie décente est directement lié à l'eau, notre santé, la nourriture, les habitats, l'économie, les infrastructures et le climat. Il est temps aujourd'hui de surmonter les intérêts sectoriels partiels, de regarder la situation dans son ensemble et d'avancer », a insisté le roi Willem-Alexander des Pays-Bas, co-président de la conférence avec le président du Tadjikistan.

La conférence de l'ONU, la première de cette ampleur depuis 1977 sur cette question vitale mais trop longtemps ignorée, suscite beaucoup d'espoirs pour tenter d'inverser la tendance et espérer garantir d'ici à 2030 l'accès pour tous à l'eau potable ou à des toilettes, objectifs fixés en 2015.

Yvette Reine Nzaba

CORRUPTION

Bolloré toujours mis en examen

La Cour d'appel de Paris a annulé, le 21 mars, une partie des pièces de l'enquête sur l'attribution de la gestion du port de Lomé, la capitale du Togo, entre 2009 et 2011 mais elle a confirmé la mise en examen pour corruption de l'homme d'affaires français, Vincent Bolloré.

Saisie par la défense de l'homme d'affaires français qui lui demandait d'annuler la procédure qui bafouerait sa présomption d'innocence, la chambre d'instruction a annulé certaines pièces mais a confirmé le rejet d'une demande de placement de Vincent Bolloré sous le statut intermédiaire de témoin assisté. Il reste donc mis en examen pour corruption d'agent public étranger. Selon plusieurs sources proches du dossier, les pièces annulées faisaient référence à une tentative avortée de « plaider-coupable » (CRPC) en février 2021. Vincent Bolloré et deux autres mis en cause avaient tenté d'éviter un long procès devant le tribunal correctionnel en négociant avec le Parquet national financier cette CRPC qui prévoyait une amende de 375 000 euros, rejetée par le tribunal pour qui la comparution des trois hommes en correctionnelle était « nécessaire ».

« C'est une première étape fondamentale pour la défense de Vincent Bolloré, qui entend poursuivre dans cette voie », a commenté son avocat, Me Céline Astolfé. « Si la Cour d'appel a fait le choix d'effacer, comme le lui permet la procédure, ce plaider-coupable, le fort écho donné à cette CRPC ne permet pas à Vincent Bolloré d'être jugé de manière équitable », d'après elle. « La justice sait reconnaître ses erreurs », s'est félicité Me Olivier Baratelli, autre avocat en défense, soulignant qu'elle avait « considéré qu'il y avait une atteinte à la présomption d'innocence de M. Bolloré ». « C'est une grande satisfaction de savoir que M. Bolloré va comparaître devant un tribunal indépendant et impartial pour être jugé pour corruption », a au contraire salué Me Jérôme Karsenti, avocat d'Anticor et de Sherpa, parties civiles dans le dossier.

Des juges financiers parisiens, saisis depuis 2013, soupçonnent le groupe Bolloré d'avoir utilisé les activités de conseil politique de sa filiale Euro RSCG - devenue Havas - pour décrocher frauduleusement la gestion des ports de Lomé et de Conakry, en Guinée, au bénéfice d'une autre de ses filiales, Bolloré Africa Logistics, anciennement appelée SDV. Vincent Bolloré, Jean-Philippe Dorent et Gilles Alix, directeur général du groupe Bolloré, sont mis en examen depuis 2018. Ils ont cependant obtenu en 2019 l'annulation de leur mise en examen pour une partie des infractions concernant la Guinée, pour cause de prescription.

Noël Ndong

CRIMES DE GUERRE AU TIGRÉ

L'Ethiopie dénonce des accusations américaines « iniques »

Les accusations américaines de crimes de guerre dans la région éthiopienne du Tigré sont « incendiaires » et « sélectives car elles répartissent inéquitablement les responsabilités parmi les parties » au conflit, a estimé le ministère éthiopien des Affaires étrangères.

Le 20 mars, le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, tout juste rentré d'Ethiopie, avait affirmé que tous les belligérants - forces pro gouvernementales et rebelles - avaient commis des crimes de guerre durant les deux ans de conflit au Tigré, estimant que beaucoup de ces actes n'étaient pas « dus au hasard [ou] à une conséquence indirecte de la guerre [mais] étaient calculés et délibérés ». Antony Blinken a surtout pointé du doigt des crimes contre l'humanité attribués à l'armée fédérale éthiopienne et ses alliées (armée érythréenne et forces et milices de la région de l'Amhara) dont des « meurtres, viols et d'autres formes de violences sexuelles et de persécution », sans mentionner à ce sujet les forces des autorités rebelles du Tigré. « Le gouvernement d'Ethiopie n'accepte pas les condamnations générales contenues dans cette déclaration (américaine) et ne voit aucun intérêt à une approche aussi unilatérale et antagoniste », a répondu le 22 mars le ministère éthiopien des Affaires étrangères dans un communiqué.

Cette déclaration est « sélective car elle répartit inéquitablement les responsabilités parmi les parties. Sans raison apparente, les Etats-Unis semblent exonérer une des parties de certaines accusations de violations de droits humains, telles que viols ou violences sexuelles, malgré

des preuves claires et accablantes de sa culpabilité », a-t-il poursuivi, ajoutant : « Alors que l'Ethiopie met en application le processus de paix, une telle répartition des responsabilités est injustifiée et amoindrit le soutien des Etats-Unis à un processus de paix inclusif en Ethiopie ». Les propos de Washington sont, en outre, « inopportuns ». « Il va y avoir de plus amples investigations » sur les violations des droits humains durant ce conflit et cette déclaration « nuit aux efforts nationaux (éthiopiens) pour enquêter de façon exhaustive sur ces accusations, quelque soit les coupables », selon Addis Abeba.

La déclaration américaine est également « incendiaire [et] va être utilisée pour alimenter des campagnes (...) dressant les communautés les unes contre les autres » en Ethiopie, dénonce le ministère, critiquant une « approche partisane et source de discorde [...] ». L'Ethiopie va continuer à mettre en place toutes les mesures visant à faire rendre des comptes aux responsables, y compris terminer la consultation nationale sur la justice transitionnelle et faire en sorte que justice soit rendue à toutes les victimes », assure le gouvernement éthiopien. Un accord de paix, signé le 2 novembre 2022 à Pretoria, en Afrique du Sud, met fin à deux ans de brutal conflit au Tigré, région du Nord de l'Ethiopie.

N.Nd.

MARINE XII

Eni Congo et ses partenaires signent l'accord pour la sécurité

Eni Congo et ses partenaires ainsi que les contractants ont signé, le 20 mars, l'engagement pour la sécurité, en présence du ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean-Richard Itoua, et d'une délégation du Top management du groupe Eni représentée par Luca Vignati, directeur amont ; Mario Bello, responsable de la région Afrique subsaharienne ; Roberto Dall'Omo, responsable de la santé, de la sécurité, de l'environnement et de la qualité (HSEQ) d'Eni.

Dans le cadre de l'engagement pour la sécurité, les parties qui comprennent quarante entrepreneurs et sous-traitants reconnaissent que la santé et la sécurité des personnes ainsi que la préservation de l'environnement sont des valeurs essentielles qui ne peuvent être compromises.

La signature du 20 mars témoigne l'engagement d'Eni Congo en matière de HSEQ visant à atteindre, sous la direction du ministre des Hydrocarbures de la République du Congo, l'objectif commun de zéro incident et d'aucun dommage à l'environnement.

Les parties s'engagent à atteindre l'excell

Eni s'engage à mettre à la disposition des partenaires et des contractants ses connaissances dans le domaine de l'HSEQ, en donnant un accès complet à ses propres outils et procédures pour aider à consolider une base commune et à stimuler la croissance d'une solide culture HSEQ. Eni est présent en République du Congo depuis 1968, opérant dans le secteur de l'exploration-production, du raffinage et du marketing, ainsi que de la chimie.



DÉVELOPPEMENT

L'Afrique face au défi de l'industrialisation

À l'occasion du séminaire « Promouvoir le développement de la chaîne industrielle africaine et renforcer la valeur ajoutée des produits africains » organisé le 22 mars, à Pékin, par le Conseil commercial sino-africain, Ibrahima Sory Sylla, ambassadeur du Sénégal en Chine, a souligné la nécessité de l'Afrique de transformer ses matières premières sur place pour parvenir réellement à l'industrialisation.

« Le souci aujourd'hui c'est la qualité des produits qui sont exportés de l'Afrique vers la Chine ou le reste du monde. L'Afrique exporte à l'échelle mondiale et 70% des produits exportés vers le monde sont des produits primaires, c'est-à-dire agricoles, des produits minéraliers, sans aucune transformation. Et je me demande comment dans ces moments on peut s'assurer de réussir le processus d'industrialisation de l'Afrique si nous n'avons pas la possibilité, au niveau du continent, de procéder à la transformation des matières premières ? », s'est interrogé Ibrahima Sory Sylla, également co-président du Forum de coopération Chine-Afrique (Focac). Selon lui, il est extrêmement important pour les pays africains de canaliser les investissements étrangers dans des secteurs susceptibles de participer et d'accroître l'économie locale. En effet, en exportant sans valeur ajoutée ses produits minéraliers ou agricoles, l'Afrique ne résout pas le problème d'employabilité mais surtout marginalise l'effort à la croissance et au processus d'industrialisation.

« Si on prend exemple sur la Chine qui est actuellement en phase post-industrielle, c'est parce qu'elle n'a pas procédé de la sorte. On parle aujourd'hui de e-commerce, de robotique, d'intelligence artificielle, d'aéronautique et nous, en tant qu'Africains, si nous voulons arriver à ce niveau-là, nous devons nécessairement passer par cette étape de transformation de nos produits sur place. Et non

importer les produits bruts, les transformer en produits finis pour les réexporter en Afrique », a-t-il martelé.

Cette perspective est à prendre en compte car contrairement à d'autres continents, l'Afrique semble faire un pas en avant et deux pas en arrière. Selon les données de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel, en 1970, l'Afrique représentait presque 3% de l'industrie manufacturière mondiale. Cependant, depuis cette date, la contribution du continent dans ce secteur a considérablement décliné. Et aujourd'hui, sa valeur ajoutée par rapport à l'industrie manufacturière mondiale se situe en dessous de 2% alors qu'en Asie, le taux est à plus de 45%. Sa contribution au commerce mondial ne représente que 2,5% et même dans le commerce intra-africain, elle ne contribue qu'à 17%.

Ainsi, dans cette course vers l'industrialisation, le diplomate sénégalais estime qu'il y a des étapes à franchir car, en parallèle, l'Afrique fait face à un certain nombre de défis et contraintes structurelles, à savoir le manque des infrastructures (ports, autoroutes, chemins de fer) pour faire circuler librement les biens, services et personnes sur le continent ; les problèmes d'électricité et de connectivité ; mais surtout l'absence d'intégration économique du continent. Nul besoin pour les États africains de sauter les étapes mais plutôt à y aller pas à pas en s'appuyant sur des modèles qui reflètent au mieux leurs réalités et leurs besoins. A ce propos, il a rappelé la nécessité des gouvernements



Une vue des officiels durant le séminaire DR

centraux à impulser cette dynamique et à instaurer un climat des affaires serein.

Penser l'industrialisation par le transfert de compétences

Pour promouvoir l'industrialisation et le développement durable en Afrique, Wu Peng, directeur général du département des affaires africaines au ministère des Affaires étrangères chinois, a reconnu qu'il faut « apprendre aux gens à pêcher ». Selon lui, il s'agit d'accroître les échanges et les transferts technologiques avec l'Afrique en l'aidant à passer de l'Afrique de fournisseur de matières premières à l'exportateur de produits ; à former des professionnels et à mieux utiliser son dividende démographique ; ainsi qu'à favoriser un cycle éco-

nomique et commercial durable entre la Chine et l'Afrique.

« La Chine est prête à travailler avec l'Afrique pour surmonter les problèmes et les défis de la coopération, innover les idées et diversifier les modèles de coopération et continuer à approfondir la coopération industrielle sino-africaine dans le cadre du Focac », a-t-il fait savoir.

Compte tenu du double problème de dette et de développement auquel est confrontée l'Afrique, Wu Peng a déclaré qu'il est souhaitable d'étendre de nouveaux modèles de coopération tels que le partenariat public-privé, la franchise et l'intégration de l'investissement, la promotion des projets d'investissement et de financement continus, mais aussi réaliser un cercle vertueux de « promotion

du développement par la dette » et de « réduction de la dette par le développement ».

Notons que ce séminaire a également permis de discuter de la proposition du « Rapport sur les investissements chinois en Afrique 2023 ». Plusieurs interventions ont été faites dans ce sens par différents participants. L'événement a connu la participation des représentants du corps diplomatique africain en Chine, du secrétariat du comité de suivi chinois du Focac, du département des capitaux étrangers et des investissements étrangers de la Commission nationale de développement et de réforme, des journalistes ainsi que des entrepreneurs africains et chinois, des représentants des structures académiques chinoises, etc.

Merveille Jessica Atipo

LIBYE

La Russie opposée au plan de l'ONU sur l'organisation des élections

Si la Libye connaît une relative accalmie ces derniers mois après une longue période d'insécurité, de violences fratricides et de divisions sociales, le chaos institutionnel étouffe l'espoir de la voir se stabiliser. Cette situation persiste alors que le nouveau plan des Nations unies pour organiser des élections se heurte aux rivalités qui minent ce pays.

L'initiative de l'Organisation des Nations unies (ONU) ne fait toujours pas consensus pour plusieurs raisons : les partisans du gouvernement de Tripoli, dont des Occidentaux, l'ont finalement accepté mais le camp de l'Est le critique, tout comme son plus important parrain étranger, la Russie. De plus, l'organisation de l'élection présidentielle bute sur le refus du camp de l'Ouest d'autoriser un militaire et un binational à se présenter, en l'occurrence le maréchal Khalifa Haftar, citoyen libyen et américain.

En clair, les chambres législatives rivales ne veulent pas

coopérer pour l'application de ce plan lancé le 27 février parce qu'il aura pour conséquence leur disparition, avec la tenue d'élections, explique Khaled al-Montasser, professeur en relations internationales à l'université de Tripoli. « Les deux institutions s'accordent pour considérer l'initiative onusienne comme une ingérence dans leur pouvoir souverain de décision et une tentative d'imposer une volonté internationale aux Libyens », précise-t-il.

En dépit du climat qui prévaut en Libye, les Nations unies espèrent qu'un accord sur les

élections sera prochainement conclu entre le gouvernement installé à Tripoli (Ouest) et reconnu par la communauté internationale, et celui soutenu par l'homme fort de l'Est libyen, le maréchal Khalifa Haftar. « A la mi-juin, il leur sera possible, après avoir discuté pendant quelques semaines, de parvenir à un accord sur les lois électorales », a déclaré l'émissaire de l'ONU en Libye, Abdoulaye Bathily, lors d'une conférence de presse dans la capitale Tripoli.

Dans sa réponse sur les accusations d'ingérence portées par certains acteurs politiques, Abdoulaye Bathily a assuré que sa

proposition n'était pas une « solution imposée par l'étranger » et que la « feuille de route claire » censée être établie d'ici mi-juin « ne dépend pas » de lui. « Si ce calendrier est respecté, il sera possible d'organiser ces élections d'ici la fin de l'année », a-t-il ajouté devant les journalistes.

Malgré le manque de consensus entre les acteurs libyens sur les élections, la conférence de réconciliation nationale annoncée par l'Union africaine à l'issue de son 36e sommet redonne l'espoir à la population que les scrutins législatif et présidentiel vont se tenir ultérieurement

dans la paix.

En attendant la tenue de ces assemblées, le gouvernement d'union basé à Tripoli et dirigé par Abdelhamid Dbeibah affiche sa volonté de coopérer avec l'initiative onusienne, en appelant l'organisation à apporter une aide technique et logistique pour organiser rapidement les élections présidentielle et législative. Ces scrutins, initialement prévus en décembre 2021 pour stabiliser le pays, avaient été reportés sine die en raison de divergences sur la base juridique des élections et la présence de candidats controversés.

Nestor N'Gampoula

RESSOURCES HYDRAULIQUES

Le Congo classé parmi les pays en eau pléthorique

L'humanité célèbre le 22 mars de chaque année la journée mondiale de l'eau. Au Congo, le gouvernement a publié un message dans lequel il ressort que le pays fait partie des États ayant des ressources en eau pléthorique soit 1522 milliards m³ d'eau par an.

L'édition 2023 de la Journée mondiale de l'eau est célébrée sur le thème « Accélérer le changement ». Livrant le message du gouvernement, le ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique, Emile Ouosso, a reconnu l'importance de l'eau dans la vie. D'après une étude, il ressort que le Congo figure parmi les pays en ressource d'eau abondante et pléthorique, avec environ 1522 m³ d'eau par année. « L'eau est une ressource vitale qui nécessite d'être protégée pour assurer notre santé, notre développement socio-économique et environnemental. C'est dans cette dynamique que le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, dans son projet de société, « Ensemble poursuivons la marche », a mis l'accent sur l'offre de l'eau potable à la portée de tous



Le ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique, Emile Ouosso/Adiac

«L'eau est une ressource vitale qui nécessite d'être protégée pour assurer notre santé, notre développement socio-économique et environnemental.»

les ménages. Le Congo a été doté de cette ressource en quantité suffisante », a indiqué Emile Ouosso.

Les investissements consentis par l'État, avec l'appui des partenaires au développement, a-t-il poursuivi, sont orientés vers le développement d'un certain nombre de programmes permettant de garantir la pérennité de la ressource au profit des générations futures. La Journée internationale de l'eau a été célébrée pour la première fois en 1977. L'édition 2023 se tiendra jusqu'au 24 mars à New-York, et les experts hydrauliciens vont faire le bilan à mi-parcours de la problématique de l'eau en vue d'accélérer l'atteinte de l'objectif n°6 du développement durable en matière d'accès aux services de l'eau à tous.

Firmin Oyé

Les gouvernements exhortés à contrer les effets liés à la crise de l'eau

En marge des activités liées à la Journée mondiale de l'eau, il s'est ouvert le 22 mars, à New York, la conférence des Nations unies sur cette denrée. Elle a pour objectif principal d'encourager les États à mettre sur pied une nouvelle politique capable d'accélérer les progrès vers l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement d'ici à 2030 pour atténuer les conséquences de la crise de cette ressource.

Selon les Nations unies, l'eau est au cœur du développement durable. Elle soutient tous les aspects de la vie sur terre et l'accès à une eau salubre et propre est un droit humain fondamental. Cependant, il faudrait reconnaître que durant des décennies, il y a eu mauvaise gestion et utilisation abusive de cette denrée. Ce qui a intensifié le stress hydrique, menaçant ainsi les nombreux aspects de la vie qui dépendent de cette ressource cruciale, essentielle à la santé humaine.

« Nous sommes confrontés à une crise mondiale de l'eau. Il faut que toutes les communautés réfléchissent pour trouver une stratégie capable de freiner l'évolution de cette crise. Car, des milliards de personnes dans le monde n'ont toujours pas accès à l'eau. Et, plus de 800 000 personnes meurent chaque année de maladies directement attribuées à l'eau insalubre, à un assainissement inadéquat et à de mauvaises pratiques d'hygiène », a déclaré l'Organisation des Nations unies (ONU), en spécifiant que la demande pour cette ressource pré-

cieuse continue d'augmenter. Par exemple, environ quatre milliards de personnes dans le monde connaissent une grave pénurie d'eau pendant au moins un mois de l'année. Or, l'eau est capitale pour de nombreux aspects de la vie et il est donc important d'assurer sa protection et sa bonne gestion pour garantir à tous un accès équitable.

S'appuyant sur le rapport de l'Organisation météorologique mondiale sur le climat et l'eau, l'ONU a précisé que les risques liés à l'eau ont augmenté à un rythme alarmant. L'eau peut aussi être une solution clé au changement climatique, parce que sa gestion durable peut aider à renforcer la résilience, atténuer les impacts du changement climatique et protéger les sociétés ainsi que les écosystèmes.

« La conférence des Nations unies sur l'eau de cette année sera un moment crucial pour décider d'une action concertée pour agir et relever les grands défis liés à l'eau », a indiqué le secrétaire général adjoint des Nations unies aux affaires économiques, Li Junhua.

Environ 190 millions d'enfants issus de dix pays africains exposés aux risques des maladies liées à l'eau

Pour attirer l'attention des gouvernements du monde entier en général et africains en particulier, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) a publié, en marge de la tenue de la conférence de l'ONU sur l'eau, son rapport. Le document indique qu'environ 190 millions d'enfants vivant dans dix pays africains courent les risques extrêmement élevés en raison de la convergence de trois menaces liées à l'eau. Ces menaces sont liées à l'inadéquation des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement, d'hygiène et aux aléas climatiques. Ce qui occasionne beaucoup de maladies en rapport avec l'eau souillée telles que la diarrhée.

« C'est au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Mali, au Niger, au Nigeria, en Somalie et au Tchad que cette triple menace s'avère la plus grave », précise l'institution onusienne en insistant que l'Afrique de l'Ouest et centrale sont des régions du monde les

plus marquées par l'insécurité hydrique et les changements climatiques. La plupart des pays les plus durement touchés, en particulier ceux se trouvant au Sahel, sont également confrontés à l'instabilité et aux conflits armés qui entravent davantage l'accès des enfants à l'eau potable et à l'assainissement.

« L'Afrique fait face à une catastrophe hydrique. Si les chocs liés à l'eau et aux changements climatiques se multiplient à l'échelle mondiale, aucun autre continent ne présente une conjugaison de risques aussi dangereuse pour les enfants », a déclaré le directeur des programmes de l'Unicef, Sanjay Wijesekera. Il a ajouté que les tempêtes et les inondations dévastatrices ainsi que les sécheresses sans précédent détruisent les installations et les habitations, contaminent les ressources en eau, génèrent des crises alimentaires et propagent les maladies, alors que les conditions actuelles sont déjà extrêmement difficiles.

« Si nous n'agissons pas de toute urgence, l'avenir pourrait être bien plus sombre encore. Car, dans ces dix pays

à haut risque, près d'un tiers des enfants n'a pas accès au moins à des installations de base d'approvisionnement en eau dans leur foyer. Et, les deux tiers ne disposent pas de services de base en matière d'assainissement. Un quart des enfants n'a pas d'autre choix que de pratiquer la défécation à l'air libre. Ainsi, l'hygiène des mains est limitée en raison de l'absence d'eau et de savon dans leur foyer », conclut l'Unicef en spécifiant qu'en dehors de ce problème, il y a celui du taux élevé de mortalité infantile due à des maladies provoquées par le manque des services d'assainissement inadéquats.

Notons que cette conférence réunira les chefs d'État et de gouvernement, les ministres et les parties prenantes de tous les secteurs œuvrant dans le cadre de l'atteinte des objectifs convenus au niveau international, notamment l'objectif de développement durable n°6 du programme 2030 des Nations unies pour un avenir plus juste. Un objectif qui vise à assurer l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène pour tous.

Rock Ngassakys

ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

Unicongo s'engage à accompagner le gouvernement

Le nouveau président du conseil d'administration de l'Union patronale et interprofessionnelle du Congo (Unicongo), Michel Djombo, et les membres de la fédération télécom et nouvelles technologies de cette plateforme ont marqué, le 21 mars, lors d'un échange avec le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique, Léon Juste Ibombo, leur volonté de travailler pour le développement de ce secteur dans les différents départements du Congo.

Au cours des échanges, ils ont évoqué les points communs sur lesquels les deux parties doivent travailler. Il sera, en effet, question de dynamiser le dialogue entre le ministère et ces acteurs du secteur privé. « *Le ministre nous a proposé d'organiser, deux fois par an, des rencontres formelles entre le patronat et les acteurs des télécom. Il nous a rassurés que le secteur sera libéralisé pour permettre de développer l'économie numérique et toutes les infrastructures qui vont avec* », a indiqué Michel Djombo.

Le ministre a, de son côté, salué le dynamisme de ces acteurs de l'entrepreneuriat congolais. Selon lui, le gouvernement devra travailler avec tous ses partenaires pour faciliter le développement des entreprises locales.

Rude Ngoma



Les membres d'Unicongo avec le ministre Adiac

GENRE

La loi Mouebarara au menu des échanges

Dans le cadre de la célébration en différé de la Journée internationale des droits des femmes, les membres de l'association SOS femmes elikia et du complexe scolaire bilingue Félix-Eboué ont été édifiées, le 18 mars, à travers une causerie-débat sur le contenu et les innovations de la loi Mouébara.

Organisé sur le thème « Femmes, protégeons-nous contre les violences en ligne avec la loi Mouebarara », le moment de partage entre femmes a mis en valeur le rôle et l'importance de la femme congolaise. A travers une causerie-débat, les participantes à cette rencontre ont été sensibilisées et outillées sur les droits de la femme, notamment les défis actuels et les enjeux de la mise en application de la loi Mouebarara qui pénalise des violences ayant pour base le genre.

Des détails, des exemples et cas pratiques ont été exposés pour expliquer le contenu de cette loi. Selon l'un des conférenciers, Charles Bassafoula, la loi Mouebarara, dans son article 8, par exemple, définit la violence conjugale comme étant tout comportement au sein d'une relation intime qui cause un préjudice ou des souffrances physiques, psychologiques ou sexuelles aux personnes qui font partie de cette relation. A cet effet, les filles et femmes sont le plus souvent victimes des violences de toutes formes. Abondant dans le même sens, la directrice générale du Centre de recherche, d'information et de documentation sur la femme, Virginie N'Dessabeka, a signalé qu'il existe des maisons de femmes dans certaines localités du Congo. Elle estime, par ailleurs, que les types de violences en ligne ont un effet dissuasif sur les femmes et bafouent leur droit. La loi Mouebarara n'est pas un instrument qui pousse les femmes à aller



« Les femmes doivent s'inculquer ces valeurs et notions »

en guerre contre les hommes, mais plutôt un instrument de protection et de prévention. « *Les femmes doivent s'inculquer ces valeurs et notions* », a-t-elle indiqué.

A l'issue des échanges, Caro-

line Dinga, directrice générale du complexe scolaire bilingue Félix-Eboué et quelques autres femmes ont salué la qualité des échanges jugés fructueux car « *il était important que toutes les femmes à tous les*

niveaux soient informées ». Caroline Dinga a dit: « *Étant dans le domaine éducatif, ça nous permet de relayer à nos jeunes enfants, dirigeants de demain, l'importance de connaître les violences faites*

aux femmes pour qu'ils ne tombent pas dans ce travers ». Pour sa part, la présidente de l'association SOS femmes elikia et promotrice de l'école bilingue Félix-Eboué, Annie Ndengué, a rappelé l'importance de la journée du 8 mars. Une journée, selon elle, consacrée à la lutte pour les droits des femmes.

« *C'est une journée de conscientisation afin de lutter contre les inégalités faites aux femmes. La cause des femmes est inscrite dans la marche générale du monde; elle épouse les évolutions du temps. Ainsi, chaque année, à cette date, un bilan est fait sur la situation des femmes. La présente cérémonie a été une journée de réflexion, l'occasion pour les acteurs spécialisés sur la protection des droits des femmes de présenter les enjeux de la mise en application de cet outil de pénalisation effective des violences faites à la femme* », a-t-elle affirmé.

Les organisatrices ont dit poursuivre cette initiative de vulgarisation et de sensibilisation à la Loi Mouebarara sur l'ensemble du territoire national. Officialisée en 1977 par les Nations unies et dans la foulée de l'année internationale de la femme proclamée par l'Assemblée générale des Nations unies en 1975, la Journée internationale des femmes est toutefois apparue dans le contexte des mouvements sociaux au tournant du XXe siècle en Amérique du Nord et en Europe.

R.Ng.

«...La cause des femmes est inscrite dans la marche générale du monde; elle épouse les évolutions du temps. Ainsi, chaque année, à cette date, un bilan est fait sur la situation des femmes. La présente cérémonie a été une journée de réflexion, l'occasion pour les acteurs spécialisés sur la protection des droits des femmes de présenter les enjeux de la mise en application de cet outil de pénalisation effective des violences faites à la femme »

RISQUES LIÉS AUX ALÉAS CLIMATIQUES

Les Congolais invités à prendre en compte des systèmes d'alerte précoce

Dans le cadre de la célébration de la Journée météorologique mondiale, le ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, Honoré Sayi, a lu une déclaration du gouvernement dans laquelle il est demandé à la population congolaise et à tous les acteurs de la société de prendre conscience de la nécessité de renforcer la coordination entre les services hydrométéorologiques du pays.

Le ministre Honoré Sayi a indiqué que le thème de cette année met en évidence trois variables essentielles dont la méconnaissance relèverait d'une menace existentielle pour l'homme et l'environnement, à savoir le temps, le climat et l'eau. Ainsi, le temps, comme comportement de l'atmosphère, est variable dans l'espace et dans la durée. Il permet, en partant de ce qui s'est passé à ce qui se passe, de projeter ce qui se passera dans l'avenir. Le climat, quant à lui, correspond aux conditions météorologiques moyennes qui règnent sur une région donnée durant une longue période. Et enfin, l'eau, denrée indispensable à la vie des espèces humaine, végétale et animale. Il a estimé que la seule connaissance de ces variables prises individuellement serait une gageure, car la gestion de l'eau dans la durée est un élément essentiel de la lutte contre les changements climatiques. Selon le ministre, la nécessaire gestion efficace de ces variables

nous rappelle tout l'intérêt de renforcer la coordination entre les services hydrométéorologiques du pays, les services de la sécurité civile, les services chargés de la gestion des risques de catastrophes qui revêtent une importance indéniable.

« Ces services concernés devraient s'atteler à améliorer les ressources qui permettront de produire les alertes précoces par une coopération locale, nationale et internationale à travers différents projets, manifestant des actions rapides sous forme de plan d'action, pour que la population soit à l'abri des catastrophes récurrentes telles que les glissements de terrain, les inondations, les phénomènes de ruissellement de sable débouchant sur des érosions observés, par exemple, à Brazzaville, à Pointe-Noire et sur l'ensemble du territoire national », a-t-il expliqué.

Il a déploré le fait que les changements climatiques continuent de frapper le continent africain



Le ministre Honoré Sayi

avec les phénomènes météorologiques extrêmes. En effet, à titre d'illustration, il y a eu des inondations meurtrières en décembre 2022 à Kinshasa, en République démocratique du Congo, faisant au moins 160 morts pour une pluie en une journée, au Nigeria touchant

plus de 1,3 million de personnes en octobre de la même année. A cela s'ajoute une sécheresse dévastatrice dans la corne de l'Afrique, notamment au Kenya, en Ethiopie, au Soudan et en Somalie où plus de 13 millions de personnes sont confrontées à une crise alimentaire et sanitaire

frappant plus de 6 millions d'enfants exposés à la malnutrition.

« C'est à ce titre que le gouvernement de la République du Congo ne ménage aucun effort pour le renforcement des capacités de l'Agence nationale de l'aviation civile aux fins de l'élaboration et la publication à temps, à travers des alertes précoces multi-dangers concernant notre territoire, notamment à l'attention de la population la plus exposée. Aussi, devons-nous reconnaître que la lutte contre les changements climatiques est une responsabilité collective et qu'aucune génération ne peut être laissée pour compte dans le devenir durable de notre planète », a averti Honoré Sayi.

Rappelons que la Journée météorologique mondiale est célébrée chaque 23 mars. Pour 2023, cette journée est placée sur le thème « L'avenir du temps, du climat et de l'eau à travers les générations ».

Guillaume Ondze



République du Congo
Unité * Travail * Progrès
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION
CABINET



Unité de Gestion du Projet de Renforcement du Système de Santé « KOBIKISA »

AVIS DE RECRUTEMENT

Contexte

Le Congo, à travers le Ministère de la Santé et de la Population, bénéficie des subventions Gavi dans le contexte du renforcement du système de santé et de l'immunisation ainsi que de l'approvisionnement en vaccins. La mission de l'Alliance du Vaccin (« Gavi ») est de sauver des vies d'enfants et de protéger la santé des populations en améliorant l'accès à la vaccination dans les pays à revenus faibles et intermédiaires, impactant ainsi positivement leur essor économique. Depuis 2000, Gavi a contribué à la vaccination de plus de 981 millions d'enfants et a permis de prévenir plus de 16,2 millions de décès.

Dans le cadre de la gestion des financements octroyés par Gavi au Congo, le Ministère de la Santé et de la Population s'emploie à mettre en place une Unité de Gestion des Projets (UGP) Gavi rattachée au projet KOBIKISSA de la Banque Mondiale, qui est en charge du recrutement du personnel futur de l'UGP Gavi.

Postes à pourvoir

- Un (01) chargé de programme Gavi ;
- Un (01) expert en suivi-évaluation / gestion des vaccins ;
- Un (01) chargé de suivi et évaluation au niveau du Programme Elargi de Vaccination (PEV) ;
- Un (01) responsable administratif, financier et comptable ;
- Un (02) comptables avec un au niveau du Programme Elargi de Vaccination (PEV) ;

- Un (01) expert en passation de marchés ;
- Un (01) assistant administratif.

Qualifications, Responsabilités, Tâches et Missions

Les descriptions de poste détaillées peuvent être consultées directement à partir du formulaire de candidature.

Processus de dépôt de candidature

Les candidat(e)s intéressé(e)s, qui répondent aux qualifications requises, doivent postuler en joignant une lettre de motivation et un CV au formulaire de candidature indiqué par le lien hypertexte et le code QR ci-dessous.

Date limite de dépôt de candidature : 24 mars 2023.

Veillez noter que seuls les candidats présélectionnés seront contactés pour la suite du processus de recrutement.



<https://forms.gle/NsbYeJCDrYG259mq8>

La Coordination
du Projet KOBIKISSA

COMMÉMORATION

Une messe d'actions de grâce en mémoire de Guy-Brice Parfait Kolélas

L'Union des démocrates humanistes –Yuki (UDH-Yuki a commémoré, le 21 mars à Brazzaville, au cours d'une messe d'actions de grâce célébrée en la paroisse Saint-Pierre Claver, les deux ans de la disparition de son leader, Guy-Brice Parfait Kolélas.

Dans l'homélie tirée des écritures de Saint Jean, le curé Giresse de la paroisse Saint-Pierre Claver a pris l'exemple de Jésus-Christ qui, à l'occasion d'une fête juive, entra à Jérusalem et vit un homme malade depuis trente-huit ans qui le fixait du regard. Jésus compatit à la douleur de cet homme et lui demanda ce qu'il voulait. L'homme lui répondit: la guérison Seigneur. Jésus lui dit va et plonge dans la piscine. Cet extrait de l'évangile a servi d'exemple pour exprimer la compassion dont a fait montre le fondateur de l'UDH-Yuki, qui s'est distingué dans ses paroles et gestes. « Il a compatit aux souffrances des autres et aujourd'hui, nous

sommes venus lui dire toute notre reconnaissance », a signifié le père curé.

Parmi les témoignages, on peut retenir celui de Rehoule Batina, compagnon de longue date de Guy-Brice Parfait Kolélas qui a dit: « Guy-Brice Parfait Kolélas est un frère. Quand son père nous l'a présenté à Kinkala, il nous disait il faut compter sur ce garçon, il a de l'avenir; l'amour du prochain. Certains ne croyaient pas et quand son père est mort, ils ne voulaient pas qu'il dirigeât le parti. De nombreux complots ont été ourdis contre lui mais nous les avons déjoués. C'est un monsieur qui avait beaucoup de



vertus, il avait l'amour du prochain, il sortait tout l'argent qu'il recevait pour le bien de ses militants. Cette perte nous a

beaucoup marqués, infligés ».

Notons que plusieurs dirigeants des partis politiques à l'instar de la DRD,

du PSDC, du CAR et bien d'autres ont rehaussé de leur présence cette messe d'actions de grâce.

Jean Jacques Koubemba

DISPARITION

Janos Dieudonné Baitoukou a tiré sa révérence

Le Parti congolais du travail (PCT) avec à sa tête le secrétaire à l'organisation et mobilisation, Gabriel Ondongo, représentant le secrétaire général de ce parti, a rendu le 22 mars à Brazzaville un dernier hommage à Janos Dieudonné Baitoukou, membre du comité central, président de la commission locale de contrôle et d'évaluation du conseil du comité PCT Bacongo.

L'oraison funèbre a été prononcée par le secrétaire à l'organisation et mobilisation du Conseil du comité PCT-Bacongo, Youmba Corneille Samuel. Né le 11 août 1957 à Brazzaville, Janos Dieudonné Baitoukou a fait ses études primaires, secondaires et supérieures sanctionnées par l'obtention du Certificat d'études primaires élémentaires, du Brevet d'études moyennes générales et du Diplôme d'ingénieur agronome obtenu en 1985 en ex-URSS.

De retour au pays, il entame une carrière professionnelle. Il

fut administrateur des SAF en chef, chef de division enquête phytosanitaire à la direction du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, inspecteur d'Etat, secrétaire général de l'arrondissement 8 Madibou, enfin rapporteur du Conseil économique social et environnemental, fonction qu'il a occupé jusqu'à sa mort.

Au plan politique, l'engagement de Janos Dieudonné Baitoukou éclos dès sa jeunesse. Comme beaucoup de jeunes de sa génération, il adhère à l'Union de la jeunesse socialiste congolaise (UJSC) en

tant que membre du comité UJSC du Lycée Eme ry-Patrice-Lumumba.

Ayant bénéficié d'une bourse d'études en ex-URSS, il est élu à l'organisation de la cellule UJSC, puis membre de la fédération nationale de la jeunesse rurale et membre du bureau UJSC de Bacongo.

Dans cette lancée, l'illustre disparu va postuler au Parti congolais du travail en 1993. Son engagement politique s'était confirmé à travers les nombreuses responsabilités qu'il a assumées, notamment président de la section 25 du comité du PCT de Bacongo, secrétaire à la communication au secrétariat dudit comité, président de la commission locale de contrôle et d'évaluation du comité du PCT de l'arrondissement 2 Bacongo, fonction politique qu'il a accompli brillamment jusqu'à sa mort.

Mais avant cela à la faveur du 5e Congrès extraordinaire du PCT, tenu du 22 au 27 décembre 2006, il est élu membre du comité central, conseiller départemental et municipal de la ville de Brazzaville de 2002 à 2012. Il laisse une veuve et cinq enfants.

Jean Jacques Koubemba

ORGANISATION DU 44^E CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DES CLUBS CHAMPIONS

Le Congo et la Cahb liés par un protocole d'accord

Le président de la Confédération africaine de handball (Cahb), le Dr Aremou Mansourou, et le président du club multidisciplinaire de la Direction générale de la sécurité présidentielle (DGSP), le général Serge Oboa, soutenu par le président de la Fédération congolaise de handball (Fécohand), Ayessa Ndinga Yengué, ont signé le 22 mars un protocole d'accord pour l'organisation de la 44e édition du championnat d'Afrique des clubs champions.



Les trois personnalités signant le document/Adiac

Le document paraphé devant la presse et les membres des trois structures marque officiellement la désignation du Congo à abriter la 44e grand-messe des acteurs du handball africain. La compétition regroupera près de vingt clubs dans les versions féminines et masculines.

Reconnaissant les efforts du Congo dans le développement du handball, le président de la Cahb a indiqué que le pays possède des moyens pour abriter la 44e édition du championnat d'Afrique des clubs champions. Il a estimé que toutes les conditions sont réunies pour que la fête soit belle. Le patron de la Cahb a, en même temps, demandé aux Congolais de travailler ensemble pour que les délais soient respectés.

Appréciant son séjour de travail au Congo qui a débuté le 20 mars, le Dr Aremou Mansourou a confirmé la volonté des organisateurs de la compétition à réussir leur mission.

Pour leur part, les présidents de la Fécohand et de la DGSP ont reconnu la volonté de la Cahb à faire du Congo le centre du handball puisqu'elle profitera de ces retrouvailles pour célébrer, avec faste à Brazzaville, son cinquantenaire.

La compétition qui marque le cinquantenaire de la Cahb sera organisée par la DGSP sous couvert de la Fécohand. Le document signé met en exergue les différents points et contours qui marqueront le déroulement de ce championnat. Il expose également les charges et responsabilités de chaque partie prenante.

Rude Ngoma



Gabriel Ondongo s'inclinant devant la dépouille de l'illustre disparu



Liberté
Créativité
Diversité



ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
la francophonie

CONCERT

rfi Prix découvertes

ALESH

SAMEDI 25 MARS

LAURÉAT 2021

SALLE SAVORGNAN - 18H00



AVEC

DOM TROUNWAR & ZUKO YA DEBLÈ

ENTRÉE LIBRE



CONSOMMATION

Destin Bibila invite à utiliser du charbon bio dans les ménages

Dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de recyclage, Destin Bibila, directeur de la société Bio charbon wumela, spécialisée dans la fabrication du charbon bio, a lancé un appel aux Pontégrins de consommer le charbon bio, écologique et très résistant.

Bio charbon wumela est une jeune entreprise spécialisée dans la transformation de biomasse en charbon bio et biocharbon agricole. Créée par Destin Bibila, ingénieur congolais en électro technique sorti de l'Université Marien-Ngouabi, la société existe depuis cinq ans. « Nous avons lancé nos activités en 2018 dans le but de lutter contre trois défis mondiaux, notamment le changement climatique (coupe d'arbres), le chômage des jeunes et le problème d'énergie, en transformant des déchets biomasse qui nous entourent en une autre forme d'énergie que la population pouvait utiliser. La coopérative a rencontré beaucoup de difficultés avant de bénéficier de l'aide de quelques partenaires qui nous ont permis de remporter quelques prix d'innovation et contribuer à la visibilité de l'entreprise au niveau local, national et international », a indiqué Destin Bibila.

Son entreprise se fait découvrir peu à peu par le grand public ponténégrin et entend desservir toute la ville de Pointe-Noire malgré quelques difficultés liées à la collecte des déchets. « Dans notre pays, la gestion des déchets n'est pas encore structurée. Tout est mélangé et on ne peut pas avoir la grande quantité de produits pour nous faciliter la production », a souligné l'ingénieur. Il a assuré que ce charbon fabriqué à base des déchets végétaux est écologique et résistant. Outre ce bio charbon destiné au chauffage, il fabrique aussi le



bio charbon agricole, très riche dans le traitement du sol et des plantes. Notons que les éléments qui constituent la matière première pour la fabrication du charbon bio sont les ruisseaux de mer, les déchets de charbon de bois, les feuilles mortes de manioc, les bambous de Chine morts, les petites branches issues du nettoyage d'un arbre, les fibres et coques de noix de coco, les peaux de bananes... A l'occasion de la Journée internationale de recyclage, la société Bio

charbon wumela a été visitée le 18 mars à son siège situé à l'entrée de Ponton plage, à Ngoyo, par la délégation de la Jeune chambre internationale (JCI), une organisation à but non lucratif de jeunes citoyens actifs de 18 à 40 ans engagés à créer un impact dans leurs communautés et qui pilotent actuellement un projet dénommé cleaner-beach. Après le partage d'expériences, le jeune entrepreneur a exprimé sa satisfaction. « Le partenariat avec la JCI nous

permettra d'être plus efficaces et de développer une nouvelle stratégie pour voir comment on pourra améliorer notre rendement, la gestion des collectes et avoir les produits disponibles en termes de matière première. Aujourd'hui, nous souhaitons avoir la maîtrise des déchets sous plusieurs typologies, les métaux dans un bac, les plastiques dans un autre et les végétaux à part. Une stratégie qui nous permettra de réduire le temps

de tri et d'augmenter la production », a indiqué Destin Bibila, sollicitant l'attention des autorités nationales, départementales et locales.

De leur côté, les visiteurs, après avoir touché du doigt le travail de Bio charbon wumela sur le terrain, ont félicité les efforts de ces jeunes congolais et ont promis de rendre compte au président de la JCI Congo, a indiqué la vice-présidente, Noëlla Matingou, en mission à Pointe-Noire.

Pour sa part, le président de la JCI prestige de Pointe-Noire, Cédric Mboundou, a souligné que cette visite leur a permis de toucher du doigt les problèmes auxquels la JCI est confrontée, notamment ceux de l'insalubrité, du changement climatique et d'autres aléas. « Bio charbon wumela est une start-up que nous avons déjà repérée qui fait un travail remarquable, précisément la transformation de biomasse en charbon bio, très écologique avec une diminution du gaz carbonique pour l'environnement. Nous sortons de cette expérience très satisfaits parce qu'au niveau de la jeune chambre nous avons un projet cleaner-beach qui est une opération qui consiste à recycler les déchets au bord des plages... Cette collecte des déchets par le biais de la JCI sera un premier pont avant d'élargir l'appel à la population de manière à faire intéresser les autres organisations afin que nous mettons tous la main à la pâte ».

Charlem Léa Itoua

ACTION SOCIALE

Les dortoirs du Samu social Pointe-Noire rénovés

En escale au Port de Pointe-Noire, les marins du navire de la marine française Premier-Maître l'Her ont mené, le 21 mars, une opération de rénovation des dortoirs du Samu social de cette ville. L'action de cœur a eu lieu en présence du maire Evelyne Tchitchelle, présidente du conseil d'administration du Samu social Pointe-Noire, des partenaires institutionnels, des membres de la communauté française issus du milieu consulaire et les chefs d'entreprises.



La photo de famille après la cérémonie de remise des dortoirs rénovés du Samu Social Pointe-Noire/Adiac

La rénovation des dortoirs du Samu Social a été rendue possible à la suite de la proposition faite par Véronique Wagner, consule générale de France à Pointe-Noire, à la direction du Samu Social d'impliquer l'équipage du Premier Maître-L'Her pour une opération d'assistance aux vingt-quatre enfants vulnérables pris en charge au centre d'hébergement d'urgence de Mpita.

Dispositif de lutte contre l'exclusion sociale des enfants et jeunes en situation de rue, le Samu Social a été présenté à l'assistance lors de la cérémonie par Benoît Box, son directeur

qui a, par ailleurs, loué la volonté et la générosité de tous les partenaires pour leur assistance et appui multiforme. Pour Ludovic Foernbacher, capitaine de corvette, l'équipage du Premier Maître-L'Her qui comprend quarante-cinq marins a souhaité marquer sa présence en réalisant une opération à valeur caritative orientée vers les enfants défavorisés. Une opération salubre qui a permis d'effectuer le maintien aux normes d'hygiène des locaux, principalement des pièces d'accueil des enfants sans oublier la fourniture en matériaux pour le rafraîchissement des dortoirs.

Cette action de volontariat a également reçu l'assentiment d'Evelyne Tchitchelle qui a salué le travail abattu par l'équipe du Samu social dans la prise en charge des enfants en situation de rue. « Il faut continuer votre mission d'assistance aux enfants pour que ces derniers retrouvent un jour le milieu social et deviennent des hommes et des femmes dignes et responsables », a-t-elle recommandé.

Hervé Brice Mampouya

JUSTICE

Les avocats du Congo s'invitent à la deuxième rentrée solennelle

L'ordre national des avocats du Congo organise, le 24 mars, à Pointe-Noire la deuxième rentrée solennelle des avocats sur le thème « Droit et libertés fondamentales ». Cette activité qui se tiendra dans la salle de réunion du Port autonome de Pointe-Noire sera coordonnée par Claude Coeholo, bâtonnier national.



La photo de famille de la première rentrée solennelle/DR

La rentrée solennelle des avocats rythme la vie judiciaire dans le pays et projette aussi l'image d'un barreau ouvert sur le monde et vigile des libertés. Il s'agit là d'une occasion unique de rencontres et d'échanges pluriels autour des valeurs, des actions mais aussi des interrogations face aux défis à venir.

Tous les avocats du Congo sont invités à prendre part à cette rencontre qui relie histoire et tradition au barreau. Il faut dire qu'être avocat ne s'improvise pas, il faut du savoir, du savoir-faire, du savoir-être, le tout empreint de déontologie. En effet, l'avocat est un acteur ju-

diciaire important contribuant à la bonne administration de la justice, à la protection des droits humains et à l'affermissement de l'Etat de droit. Notons que cette rentrée solennelle marquera le début de l'année judiciaire des barreaux du Congo et constituera une occasion de dresser le bilan et de fixer les perspectives. Elle sera marquée par un concours national d'éloquence dont la première édition tenue l'année dernière a été remportée par Me Dominique Tsiba de Brazzaville, ainsi que me Aty Matayi et Me Philippe Bassintsa, tous deux de Pointe-Noire.

Hugues Prosper Mabonzo

CONFEJES

Brazzaville accueille la 39^e session ministérielle

Le symposium lancé le 22 mars sur le thème « Jeunesse, le sport et le loisir, facteurs de relance post-covid 19 en faveur du développement durable » marque le début des travaux de la 39^e session de la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie (Confejes) que Brazzaville abrite du 22 au 28 mars.

Le symposium est pour la Confejes un moment de réflexion collective pour tracer une voie transformatrice faisant de la jeunesse, du sport et du loisir des facteurs essentiels de la relance économique et sociale des Etats et gouvernements membres. « Cette nouvelle posture réflexive et critique sur nos pratiques actuelles découle de ma volonté d'innover durant mon mandat pour impacter davantage », a commenté Louissette-Renée Thobi Etame Ndedi, secrétaire générale de la Confejes.

Les résultats de ce symposium, a-t-elle assuré, serviront de matrice pour la programmation quadriennale 2024-2027 et pour l'élaboration du cadre stratégique à long terme.

Le rendez-vous de Brazzaville vise aussi à célébrer la victoire de l'intelligence collective sur la pandémie de covid-19. Cette victoire démontre, selon elle, la valeur du multilatéralisme comme



Louissette-Renée Thobi Etame Ndedi, secrétaire générale de la Confejes présidant les travaux

de plus en plus complexe. « Après 50 ans d'existence et les leçons apprises de la crise sanitaire, il nous est nécessaire d'engager une réflexion inclusive et approfondie sur l'avenir de la Confejes à travers une thé-

matique de portée stratégique. Aujourd'hui, il s'impose à la Confejes de mettre en œuvre des actions ambitieuses fédératrices et efficaces si elle veut faire œuvre utile dans les décennies à venir... Je suis persuadée que le dialogue

entre la politique, l'expertise professionnelle et la science est une stratégie gagnante dans des situations complexes. Les hauts responsables des ministères, des experts de renom et des chercheurs confirmés doivent échanger, se

connaître et se comprendre », a expliqué Louissette-Renée Thobi Etame Ndedi.

La Confejes, créée en décembre 1969, est une institution intergouvernementale qui œuvre pour la promotion de la jeunesse, des sports et des loisirs au sein de l'espace francophone. Outre le symposium, une réunion d'experts précédera la conférence ministérielle à laquelle participera une trentaine d'Etats et gouvernements membres de la Confejes. Une cinquantaine d'experts et une quinzaine de partenaires sont associés aux assises. Puis, un concours d'excellence du Programme de promotion de l'entrepreneuriat jeunesse sera organisé en marge de la conférence ministérielle qui a lieu tous les deux ans, accueillie par les différents Etats membres. A l'issue de ce concours, trois gagnants seront primés lors de la conférence.

James Golden Eloué

ELIMINATOIRES CAN CÔTE D'IVOIRE 2023

Le Congo affronte le Soudan du Sud ce jeudi à Brazzaville

Paul Put, le sélectionneur de l'équipe nationale, a assuré mercredi en conférence de presse d'avant match que ses joueurs sont motivés à livrer une prestation de qualité ce jeudi, au stade Alphonse-Massamba-Débat, contre le Soudan du Sud pour obtenir le meilleur résultat possible et conserver leurs chances de qualification.

Les Diables rouges affrontent ce 23 mars à 17 heures la sélection du Soudan du Sud en match comptant pour la troisième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) Côte d'Ivoire 2023 décalée en janvier 2024.

Lors de la conférence de presse d'avant match, le technicien belge a tenu à souligner l'importance de gagner les matches à domicile. « C'est important de gagner tous les matches à domicile, car avec dix points on peut se qualifier. Il nous reste quatre matches dont deux à domicile et deux à l'extérieur. On va tout faire pour avoir un meilleur résultat. Je suis convaincu que mes joueurs sont capables de faire de bonnes choses d'autant plus que nous jouons à domicile. Nous en sommes obligés », a déclaré Paul Put.

Après avoir reçu et gagné la Gambie, le Congo, deuxième de son groupe avec trois points, a l'occasion d'enchaîner face aux Soudanais, derniers du groupe avec zéro point. Cette équipe, a-t-il assuré, est à prendre au sérieux dans la mesure où elle est bien organisée, et dispose de joueurs qui sont souvent ensemble. « On doit respecter

l'adversaire », a-t-il expliqué. Les deux derniers matches des éliminatoires qu'elle a respectivement joués face à la Gambie et au Mali ont démontré qu'elle n'est pas facile à manœuvrer. Elle s'est inclinée 0-1 face aux Scorpions à la 92^e minute. Face au Mali, elle a concédé des buts dans le temps additionnel. Paul Put, qui s'attend à un match compliqué, a donné les clés de la réussite. « C'est un match capital, voire très important. Nous en sommes conscients. Je suis sûr et certain que si mes joueurs sont bien mentalement, ils vont gagner ce match », a-t-il promis.

Pour ce match le sélectionneur national procédera à un mé-



Paul Put et Thievy Bifouma en conférence de presse d'avant match

« L'objectif que je me suis donné personnellement est que le Congo se qualifie pour la CAN en Côte d'Ivoire. Nous sommes sur la bonne voie. Je vais donner le meilleur de moi-même pour que ça passe. Il y a plus de talents aujourd'hui que dans le passé. Dans le passé il y avait beaucoup de travail et de persévérance. Ce qui nous a amenés à la CAN 2015 »

lange entre les jeunes et les joueurs expérimentés. L'état physique de Thievy Bifouma est un argument de plus pour obtenir les trois précieux points

à domicile. Le meilleur buteur de la sélection congolaise a lui-même avoué en conférence de presse que c'est pour la première fois qu'il se sentait bien sans pépin physique.

« L'objectif que je me suis donné personnellement est que le Congo se qualifie pour la CAN en Côte d'Ivoire. Nous sommes sur la bonne voie. Je vais donner le meilleur de moi-même

pour que ça passe. Il y a plus de talents aujourd'hui que dans le passé. Dans le passé il y avait beaucoup de travail et de persévérance. Ce qui nous a amenés à la CAN 2015 », a expliqué Thievy Bifouma. Le joueur a, par ailleurs, insisté qu'il se sentait bien et qu'il a repris son coup de rein qui faisait partie de son jeu. « C'est ça la différence. Ma détermination est toujours la même », a-t-il conclu.

J.G.E.